

Le pouvoir aux travailleurs

28 JUIL 1976

N° 37

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- TEL MAITRE TELS CHIENS!	2
- ETHNISME, IVOIRITE, NATIONALISME LES CLASSES DOMINANTES CHERCHENT A TROMPER LES CLASSES PAUVRES	3 - 4
- CONGRES FPI: QUI SE RESSEMBLE S'ASSEMBLE	4 - 5
- LE CRI DE DETRESSE DES MEDECINS DE L'HOPITAL DE TIASSALE	5 - 6
- DEUX POIDS DEUX MESURES	6 - 7
- SITUATION DE LA CLASSE OUVRIERE EN COTE D'IVOIRE	7 - 10
- CAPITALISME: UNE IMPASSE POUR LES PAYS PAUVRES	10 - 11
- LES JEUX OLYMPIQUES D'ATLANTA: C'EST LE FRIC ET LE CHAUVINISME	11 - 12

TEL MAITRE TELS CHIENS !

Ces temps-ci, le journal pro-gouvernemental *Fraternité-Matin* a mené (et continue de mener) une campagne xénophobe de bas étage.

Plusieurs de ses principaux journalistes croient bien faire en désignant du doigt les ressortissants ivoiriens originaires des pays voisins.

Ils ont saisi le fait qu'un certain Sidya Touré, ayant été dans le passé haut fonctionnaire en Côte d'Ivoire, vient d'accepter un poste de 1er ministre en Guinée.

Il n'en a pas fallu davantage pour que ces journalistes qualifient d'"Ivoiriens de circonstance", tous ceux qui à leurs yeux aveuglés par la lâcheté xénophobe, portent des noms pas conformes à "l'ivoirité" chère au pouvoir en place et à Bédié. Mais ces gens-là ne sont pas les seuls. Des journaux qui se disent oppositionnels ne sont pas non plus innocents dans cette campagne xénophobe.

Ils n'hésitent pas à rappeler qu'ils ont toujours combattu la politique "intégrationniste" de Houphouët, c'est-à-dire trop favorable à leurs yeux aux étrangers.

En réalité les gens du pouvoir et ceux de l'opposition se font de la surenchère, rivalisent dans le nationalisme quand ce n'est pas dans le tribalisme tout court.

Mais à force de semer le vent on finit par récolter la tempête. Le poison de la xénophobie qu'ils sèment est porteur de massacres. Le Rwanda, le Burundi et plus proche de nous le Libéria sont malheureusement une réalité riche de dangers pour ce pays.

Le chauvinisme est un piège destiné à diviser les travailleurs, à les faire se dresser les uns contre les autres pour les profits des exploités. La société ne se divise pas entre ivoiriens et non-ivoiriens, mais entre exploités et exploités.

Nous pouvons prendre à notre compte aujourd'hui la devise que les révolutionnaires du siècle dernier affichaient sur leur drapeau: "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous"!

**ETHNISME, IVOIRITE, NATIONALISME
LES CLASSES DOMINANTES CHERCHENT
A TROMPER LES CLASSES PAUVRES**

A la suite de la nomination de Touré Sydia comme premier ministre en Guinée, Venance Konan, un journaliste très lié au pouvoir a écrit dans "Fraternité-Matin" du 13 juillet un article intitulé "L'Ivoirité en question". Cet article est un exemple parmi tant d'autres de tout le groupe de presse qui s'est lancé dans une petite campagne à caractère presque ouvertement xénophobe.

Voici quelques échantillons de cet article:

"Il y a beaucoup de Touré Sidya aux postes clefs de notre administration. Il y en a là où l'on délivre la nationalité et le passeport... Alors les Libériens, peuvent venir massacrer quand ils veulent. Des Burkinabés peuvent venir par cargaisons commettre des hold-up sanglants et repartir. Les Nigériens peuvent nous inonder de drogues... La Guinée occupe certains villages Ivoiriens... Les Ivoiriens de circonstance ou ayant d'autres points de chute... peuvent s'approprier des pans entiers de notre économie et les fermer aux Ivoiriens".

Le pouvoir utilise la démagogie en parlant de "croissance", de "bonheur pour tous et progrès pour chacun". Les réalités sont là: les conditions de vie des masses pauvres ne cessent de se dégrader. Parallèlement les riches étalent sans pudeur leurs villas style américain, leurs voitures rutilantes. Les inégalités sociales, les injustices sont tellement criantes que la police

officielle est insuffisante à leur assurer l'ordre sur lequel reposent leurs privilèges. Leurs villas, leurs quartiers, les magasins luxueux où leurs progénitures s'approvisionnent sont gardés par des sociétés de vigiles armés capables de tout contre les gens pauvres qui s'en approcheraient.

Alors, il est vrai qu'aujourd'hui, cet ordre injuste, inique n'est pas menacé par une prise de conscience, par une montée des luttes des classes exploitées.

Mais rien ne dit que cette situation soit définitive.

Les classes possédantes savent que la répression policière et para-policière ne suffit pas. Leur pouvoir a financé la construction de nombreuses églises et mosquées surtout dans les quartiers déshérités sans doute pour faire avaler la pilule amère de l'austérité aux classes pauvres. Malgré cela les quartiers pauvres deviennent de véritables poudrières que la moindre étincelle peut embraser. Ils peuvent s'embraser dans le bon sens, vers un partage plus équitable des richesses si la classe ouvrière prend la direction de la lutte.

Les plunitifs au service du pouvoir peuvent craindre cette éventualité. C'est pourquoi ils anticipent en quelque sorte sur les désirs des possédants "Ivoiriens pur sang" pour

diviser les travailleurs. Dans les campagnes, ils réussissent parfois à dresser ce qu'ils appellent les "indigènes" contre les "allogènes". C'est au nom de cela que des gens se livrent parfois à des massacres contre les Burkinabés qui sont essentiellement des travailleurs agricoles.

Alors les Venance Konan se saisissent de n'importe quelle occasion pour essayer de mettre un contenu au concept de l'ivoirité lancé par le pouvoir depuis les dernières élections. D'ailleurs ce journaliste termine son article en disant: "Le président Bédié est l'incarnation de cette ivoirité, généreuse, féconde, créatrice qui intègre et fait avancer le pays sur la route du progrès". Ce genre de prose reçoit peut-être un écho favorable auprès des lecteurs réactionnaires, mais ce n'est pas une nouveauté sur le continent.

En 1972: Au Zaïre, Mobutu avait lancé la politique de "l'authenticité".

En 1980: Au Libéria les "natives" de Samuel Doe prenaient le pouvoir.

Périodiquement le Ghana, le Gabon et le Nigéria expulsent des ressortissants des pays voisins.

Est-ce cela que le pouvoir à travers ses journalistes prépare pour la Côte d'Ivoire? Si les travailleurs et plus généralement les exploités les laissent faire dans cette voie, alors oui un bain de sang peut se produire un jour.

Par contre si la classe ouvrière ne se laisse pas diviser, si sa conscience de classe s'éveille, elle peut aussi faire avorter tous ces pièges et faire avaler leur langue aux hommes du pouvoir et à leurs griots journalistes.

CONGRES FPI : QUI SE RESSEMBLE S'ASSEMBLE

Les 12, 13, et 14 juillet derniers, le FPI a tenu son 2ème congrès ordinaire pour faire le "bilan de ses luttes pour la démocratie" et discuter de sa "restructuration". Mais il n'a été essentiellement question que de ce deuxième aspect.

Ainsi, on a par exemple beaucoup discuté du fait que le "Comité de Contrôle", chargé de veiller à la bonne application de la politique du FPI (par le Secrétariat général) et à sa gestion financière, n'ait aucun pouvoir et laisse en fin de compte les mains libres à la direction du parti.

Le deuxième point très discuté était l'élection d'un "président" à la tête du parti, alors que celui-ci a été dirigé jusque-là par un Secrétaire général. Certains y ont vu le glissement du FPI à droite, parce que, selon eux, ce sont les partis de droite qui ont à leur tête une présidence.

Enfin, l'autre point qui a suscité aussi pas mal de discussions était le fait de ramener de 35 à 25 ans l'âge limite des jeunes qui voudraient être membres de la JFPI (Jeunesse du FPI). Les adversaires de la direction du

parti ont vu dans cette modification la volonté de celle-ci de se débarrasser du dirigeant sortant de la JFPI qu'elle aurait eu du mal à contrôler.

Sur tous les points à l'ordre du jour, la direction du parti a obtenu ce qu'elle souhaitait. Mais curieusement, l'aspect le plus frappant qui aurait pu être critiqué et qui n'a même pas été simplement discuté, c'est la présence, entre autres, des représentants du PDCI (parti au pouvoir) et ceux du Parti national ivoirien (PNI) qui est un parti ouvertement xénophobe.

Les représentants de ces deux partis, qui faisaient partie d'autres invités tels que des

représentants de certaines ambassades -notamment américaine, ont été "très fortement ovationnés". Le représentant du PDCI a fait une intervention très applaudie pour apporter un message "fraternel".

En invitant tous ces gens, il s'agissait pour le FPI d'apparaître comme un parti "frère", un parti "responsable" en qui le PDCI et les représentants des puissances étrangères peuvent avoir confiance. A travers cette initiative, le FPI a donc tenu à montrer qu'il appartient bien à la même famille politique que ses "invités", au même monde que celui des riches. Voilà qui est clair pour les travailleurs et les pauvres qui, eux, sont à l'autre bout de la société.

LE CRI DE DETRESSE DES MEDECINS DE L'HOPITAL DE TIASSALE

L'Agence Ivoirienne de Presse (AIP) fait l'écho du dénuement total de l'hôpital de Tiassalé. Les médecins rapportent que leur hôpital manque tellement de tout que leur travail se limite uniquement à donner des consultations. C'est évidemment une autre question de savoir si les gens ont de l'argent pour acheter les médicaments qui sont prescrits dans les ordonnances ou pas.

Ce qui se passe dans cet hôpital est en fait le lot de la plupart des hôpitaux de ce pays. Il suffit de faire un tour à la maternité d'Abobo. La situation n'est guère meilleure. Cette situation n'est ni une nouveauté, ni un secret. Même les puissances impérialistes qui ont leurs

ambassades ici sont parfaitement au courant. De temps en temps, elles offrent quelques cartons de médicaments à nos dirigeants, histoire de se dédouaner et masquer leur propre responsabilité dans cette situation.

Nous savons qu'il y a beaucoup de travailleurs qui raisonnent en disant que "les blancs ils veulent bien nous aider mais ce sont nos dirigeants qui sont mauvais". Erreur! La bourgeoisie mondiale n'est pas là pour aider mais pour piller. Et nos dirigeants sont là pour les y aider au mieux possible. Evidemment ils ramassent eux aussi quelques miettes en passant. Et ils construisent même quelquefois

des hôpitaux, des routes, etc. Mais c'est tout juste le minimum pour que les affaires de la bourgeoisie continuent de fonctionner, pour continuer le pillage.

Alors, il faut quelques hôpitaux mais il faut aussi et surtout une force armée avec les moyens nécessaires pour contenir les masses contre les éventuelles explosions de colère. Là, les puissances impérialistes sont les premières à envoyer ce genre d'aide. La France ne vient-elle pas d'offrir, par exemple, 30 véhicules pour l'armée? Et cela pas plus tard que le 19 juillet! Et on apprend par la même occasion qu'une trentaine d'autres véhicules et d'autres instruments de répression (matraques et autres gaz lacrymogènes) arrivent. Le tout

offre gracieusement. Sans parler du fait que l'impérialisme américain n'est pas en reste. Une trentaine d'officiers de l'armée américaine sont en ce moment même en train de former l'armée ivoirienne en matière de répression.

Eh oui! la situation sociale est calme mais ils savent bien que les choses peuvent changer du jour au lendemain. Et là, les intérêts des riches, à commencer par ceux de l'impérialisme français risquent d'être menacés.

Alors, les médecins de Tiassalé peuvent toujours pleurer et les malades peuvent continuer à souffrir et à mourir. Ils ne font pas partie des priorités des classes dominantes.

DEUX FOIS DEUX MESURES

Le journal Fraternité-Matin du 12 juillet nous rapporte qu'un soldat a été radié des effectifs pour agression à main armée contre un taxi. Le journal a montré la photo de ce soldat avec un couteau à la main. Bien évidemment, cette exclusion s'est faite en grande parade militaire sous la présence du ministre de la défense, qui a tenu à faire un discours pour la circonstance.

Dans cette période où l'on parle beaucoup de détournement de fonds, où de grandes personnalités sont probablement trempées, on comprend qu'on fasse toute une propagande, toute une publicité sur ce soldat pour montrer que le gouvernement est en train de lutter contre la corruption. Mais

ces gens-là ne trompent personne. Ce soldat n'est qu'un bouc-émissaire, un petit délinquant à côté des vrais bandits que sont tous ces grands types. Ils font d'autant plus de beaux discours qu'ils sont eux-mêmes trempés jusqu'au cou dans toutes sortes de magouilles.

Tout le monde sait que ces politiciens, autant qu'ils sont, font de la politique parce que c'est là, pour eux, un moyen d'enrichissement parmi d'autres. Autrement pourquoi font-ils de la politique? Pourquoi s'acharment-ils, tous, autant qu'ils sont, à briguer des mandats de ministres, de maires, de députés, jusqu'à s'entre-déchirer alors qu'ils

appartiennent à un même parti, si ce n'est parce que c'est là un moyen de détourner de l'argent?

Voilà aujourd'hui, par exemple, on parle de Bra Kanon que les journaux disent avoir détourné 2,53 milliards de francs au détriment de la Caistab. Qui va l'arrêter? Qui va le montrer en photo avec un sac de café ou de cacao sur le dos comme un vulgaire voleur, à défaut de couteau à la main? Personne!

Parce que celui-là en sait probablement trop.

De toutes les façons, voleur ou pas, honnête ou pas, démocrate ou pas, ivoirien ou pas, ce n'est pas ce qui importe aux travailleurs. Ce qui importe c'est de savoir pour qui roulent tous ces politiciens? La réponse à cette question est catégorique: pour les riches, contre la majorité de la population.

SITUATION DE LA CLASSE OUVRIERE EN COTE D'IVOIRE

Il est aujourd'hui de bon ton de parler de "croissance économique à deux chiffres" ou "d'Eléphant d'Afrique", de "démocratie", comme le font tous les chantres de ce système ou du pouvoir en place. Mais toute cette propagande masque en fait une réalité: la situation qui est faite à la classe laborieuse de ce pays.

Une situation qui se dégrade

La dégradation continue des conditions de vie des pauvres en général et de la classe ouvrière en particulier, depuis les dix dernières années et plus particulièrement depuis la dévaluation du franc CFA en janvier 1994, est visible. Tous les travailleurs, à des degrés certes différents, vivent la même réalité: leur pouvoir d'achat a chuté à un point tel que ceux qui, auparavant, empruntaient les transports en commun pour se rendre au travail, font maintenant le chemin à pied. Ceux qui prenaient leurs trois repas dans la journée ont tendance à en supprimer un, puis deux repas

pour ne garder que celui du soir. Ceux qui envoyaient tous leurs enfants à l'école n'arrivent plus à le faire. Les filles étant les premières à être sacrifiées. Ceux des travailleurs qui étaient logés à peu près convenablement sont généralement contraints de déménager vers des quartiers encore plus reculés. Le plus souvent sans eau courante ni électricité. Combien sont les travailleurs qui ont envoyé leur famille au village faute de pouvoir leur assurer le minimum vital à Abidjan? Bénéficiaire des bienfaits de la médecine moderne est devenu un "luxe" que la majorité des travailleurs arrive de moins en moins à se payer. Ceux qui pensaient être à l'abri du chômage ne le sont plus. La pression exercée par le patronat pour augmenter la cadence de travail pèse durement sur les travailleurs. L'arrogance des patrons devient de jour en jour insupportable: les insultes, les vexations et les menaces de renvois sont monnaie courante. Le prix de la main-d'oeuvre a tellement diminué qu'il n'est

pas rare de voir des usines augmenter le nombre de "cheffaillons" pour tenir la cravache en vue d'augmenter la productivité. Pour les familles ouvrières, le chômage est devenu comme une maladie qui n'épargne personne et qui pèse sur tous. Trouver un emploi est devenu tellement difficile qu'il faut monnayer une cinquantaine de milles francs pour espérer trouver un poste d'ouvrier journalier ou contractuel dans une usine. Tout en sachant que le respect des 8 heures de travail ainsi que du salaire minimum ne sera pas garanti.

Quelques exemples des conditions des ouvriers.

Les balayees de Yopougon

Voilà 6 mois que les balayees de cette commune n'ont pas touché leur salaire. Et quel salaire! 12.500f par mois! Et pourtant elles sont employées par la municipalité de cette commune qui, on pouvait l'espérer, ne se comporterait pas comme un vulgaire employeur. Oh, que non! Elle ne diffère même pas par son arrogance. La mairie n'a-t-elle pas dit qu'elle n'est "nullement concernée par cette affaire" (les balayees), sous prétexte que suite aux dernières élections municipales, "les balayees ne figurent pas dans les documents de passation de charges". Et cela 6 mois après! Eh bien oui! Tous ces maires ou députés-maires, ne se représentent les balayees que comme une "affaire" ou "documents". Que leur importe de connaître les soucis que peuvent avoir ces travailleuses.

Les ouvriers journaliers attendant devant les usines

Les usines embauchent de plus en plus rarement, disposant d'une main-d'oeuvre disponible à

tout instant. Toute une catégorie de travailleurs est ainsi transformée en travailleurs journaliers. Comme tous travailleurs, ces derniers prennent le chemin de l'usine chaque matin. Sauf que la majorité d'entre eux attendront toute la journée en vain, sans rien ramener pour nourrir les leurs. Ne parlons même pas des petits margoulins, des petits "cheffaillons", qui profitent de cette situation de précarité de ces ouvriers pour les racketter en monnayant un travail pour un jour, deux jours...

Les ouvriers du bâtiment

A Abidjan, on n'en finit pas de construire. Les banquiers et autres promoteurs en bâtiment s'enrichissent en exploitant féroce les travailleurs de ce secteur. Le nombre d'heures travaillées par jour ne se compte pas. Il n'y a aucune sécurité de l'emploi, aucune protection sociale, aucune caisse de retraite ou de maladie, aucun salaire régulier. Si un ouvrier est victime d'accident, il sera viré comme un malpropre. Le tout pour un salaire journalier qui va de 1000f à 2500f... quand il y a du travail! On peut dire que dans ce secteur le droit du travailleur est un mot creux. Voilà comment les entreprises telles que Sipim, Batim, etc, et surtout les banquiers qui se cachent derrière elles s'enrichissent.

Les sociétés de gardiennage

Avec la montée du banditisme, voilà un secteur qui prospère. Et comment? Les travailleurs de ce secteur sont payés autour de 36.000f par mois tout frais compris, pour 12 heures de travail (de jour ou de nuit), avec 2 jours de repos par

mois. Et on leur coupe, bien entendu, de leur salaire, le prix de leur tenue de travail, du sifflet, etc. A la société SPS, par exemple, tous les prétextes sont bons pour leur amputer des jours entiers de travail.

Oh! cette situation que vit cette catégorie de travailleurs est connue de tous. Les CHU, les ambassades des pays riches, leurs consulats, les grosses usines à Abidjan, la CIE, la SODECI, les grandes surfaces, etc, tous, sous-traitent leur service de gardiennage. Après cela, rien n'empêche bien évidemment certains d'entre eux de parler de droit de l'homme ou de démocratie... du moment qu'on ne les empêche pas d'exploiter la classe des travailleurs comme ils l'entendent.

Le travail des enfants

Voilà un phénomène qui se développe. Les pères de familles se retrouvant de plus en plus au chômage, les ouvriers n'ayant plus les moyens de scolariser leurs enfants et subvenir aux besoins de la famille: voilà une main-d'oeuvre abondante et très bon marché pour les exploiters. Et ils ne s'en privent pas.

Les premiers à profiter de cette exploitation sont les entreprises qui fabriquent les journaux, les yaourts, les glaces, les croissants, etc. Il y a aussi les ateliers de chaussures, de mécanique, de menuiserie, de bâtiment. Ca, c'est pour ce qui concerne les garçons.

Par ailleurs, les petites filles, elles, sont littéralement transformées en simples esclaves, corvéables à merci, dès l'âge de 6 ou 7 ans. Même décrire tout ce qu'elles peuvent subir devient douloureux. Cette main-d'oeuvre

provient du village. Ceux qui profitent de cette main-d'oeuvre bon marché sont le plus souvent des petits bourgeois ou les assimilés: les petits commerçants, les députés, les maires, les médecins, les professeurs, les journalistes, les techniciens, etc. En fait, parmi eux, il y a ceux-là même qui se gargarisent de moralité, de chrétienté, de foi musulmane, de charité! Bon nombre d'entre eux ne finissent pas de disserter sur la démocratie et les droits de l'homme. Eh oui! L'un n'empêche pas l'autre. Un bon coup de balai s'impose. Si les travailleurs acquièrent la conscience, ils en ont la force.

Alors, quand ces gens-là parlent d'"Eléphant d'Afrique", des "dix chantiers de Bédié", de "l'ivoirité", de "libertés démocratiques"; quand ils ne sont pas trop gênés de laisser Gbagbo se présenter aux élections ou s'exprimer sur les ondes de la radio et de la télé; quand l'évêque Agré ou Yago nous parlent de l'amour entre les hommes, etc. Tout ça, c'est pour masquer, pour voiler la réalité, la barbarie, dans laquelle vit ce monde.

La situation des travailleurs est aujourd'hui catastrophique. Et elle est doublement dangereuse parce que les travailleurs sont aujourd'hui sans perspectives. Sans drapeau. Sans boussole. Ils sont empoisonnés dans leur tête par toutes sortes de croyances ou de religions qui se multiplient dans les quartiers. Mais tout ça n'empêchera pas la colère des masses d'exploser inévitablement un jour. La bourgeoisie le sait. Elle sait aussi que sa prétendue démocratie ne suffira pas à tromper, à canaliser la colère

des masses. Alors, ces gens-là innovent. Aujourd'hui la mode c'est "l'ivoirité". C'est un poison mortel pour les travailleurs. Il porte en lui les germes d'un Burundi, d'un Rwanda. La bourgeoisie utilise toutes les armes en sa possession pour créer la division entre travailleurs, pour qu'ils se fractionnent, pour qu'ils s'entre-déchirent. Pourvu que ses intérêts fondamentaux soient préservés.

La bourgeoisie frappe par tous les moyens la classe ouvrière. Elle transforme aujourd'hui les parents et les enfants en quasi esclaves. Et elle continuera à le faire tant que cette exploitation lui rapportera de l'argent et tant

que les travailleurs la laisseront faire. Dans ce contexte, la colère des masses pauvres explosera un jour. Mais pour que la colère apporte les changements nécessaires, il faut que cette explosion de colère soit transformée en révolution contre les exploités. Les travailleurs devront pour cela s'unir contre leurs ennemis communs: les riches! Mais cette conscience-là ne viendra pas toute seule.

C'est pourquoi, aujourd'hui, plus que jamais, les travailleurs ont besoin d'un drapeau, d'un programme, d'un parti qui défendent clairement et exclusivement leurs intérêts de classe. Et ce parti est à construire.

CAPITALISME : UNE IMPASSE POUR LES PAYS PAUVRES

Dans le rapport 1996 du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) présenté récemment par un de ses représentants, le constat était accablant. Par exemple, dans 100 pays du tiers-monde, "la croissance est lente, bloquée, en déclin ou en chute libre" et "plus d'un milliard 600 millions d'habitants de ces pays ont vu leurs conditions empirer". Mais en même temps, pour la répartition globale des richesses, "la part des pays riches constituant 20% de la population mondiale est passée de 70% en 1960 à 85% en 1996". Ce qui veut dire que les 80% de la population mondiale ne survivent qu'avec les 15% des richesses restants.

Ainsi, en 30 ans,

l'accroissement déjà énorme des richesses des pays développés a augmenté de 15% au détriment des pays pauvres qui s'enfoncent toujours plus dans la misère. D'année en année, le fossé entre pays riches et pays pauvres s'élargit ainsi sans cesse, créant d'un côté une accumulation continue des richesses et de l'autre une croissance de la misère.

Mais ces chiffres cachent une réalité encore plus grave, puisqu'il s'agit d'une moyenne. Ainsi, ces chiffres ne tiennent pas compte du fait qu'au sein même des pays riches, il y a des exploités, des pauvres et des sans-abris qui forment la majorité de la population. La concentration des richesses est donc en réalité entre les mains

d'une poignée de capitalistes riches. A l'inverse, les chiffres du PNUD passent sous silence le fait que dans les pays pauvres, il y a aussi une minorité d'exploiteurs et de riches.

La division fondamentale de la société capitaliste en riches et pauvres existe donc aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres. Cette tendance du capitalisme à accumuler les richesses à un pôle de la société et la misère à un autre a été analysée dès le siècle dernier par Karl Marx. Cette division de la société reste non seulement toujours vraie, mais elle s'est aggravée de façon catastrophique.

Mais Marx, en analysant les problèmes de la société capitaliste, a indiqué aussi les moyens de les résoudre. Il a dit qu'on ne peut pas réformer le capitalisme, on ne

peut que le supprimer (par la révolution) pour une plus juste répartition des richesses en fonction des besoins de toute l'humanité. Pour y arriver, le prolétariat -qui est la seule classe vraiment révolutionnaire- doit s'organiser à l'échelle internationale et exproprier les bourgeois à cette échelle.

Cette solution de Marx est toujours d'actualité et elle reste la seule possible. Les sociaux-démocrates -dont fait partie du FPI- et autres réformistes qui ont gardé la société telle qu'elle et n'ont cherché qu'à y apporter des réformes n'ont fait que prolonger la survie du capitalisme et par-là même, en rendant ses contradictions de plus en plus aiguës. Ce faisant, ils ont donné - malgré eux- raison à Marx.

LES JEUX OLYMPIQUES D'ATLANTA: C'EST LE FRIC ET LE CHAUVINISME

On nous dit que c'est la "fête du sport et de l'amitié entre les peuples" qui se déroulent actuellement à Atlanta, mais la réalité est tout autre. Car avant tout, c'est l'argent et le chauvinisme qui domine cette compétition sportive. Par leurs sportifs interposés, ce sont les nations qui rivalisent entre elles. C'est à qui remportera le plus de médailles et pour qui retentira le plus de fois son hymne national. Comme s'il s'agissait d'une guerre. D'ailleurs avant même que les jeux commencent, on a vu par exemple l'Etat d'Israël protester auprès des dirigeants du Comité Olympique International contre la

présence d'une délégation palestinienne à ces jeux. Alors, où sont dans tout cela l'amitié et la fraternité entre les peuples?

Pour construire les différents stands et le village olympique, la ville d'Atlanta a chassé les pauvres de leurs quartiers, puis rasé leurs habitations. Les autorités de cette ville ont agi à l'égard des plus déshérités comme le font les dictatures de chez nous. Elles ont éloigné de force les pauvres du centre-ville afin de ne pas ternir l'image de marque qu'elles veulent donner à leur ville. Des milliers de

sans-abris ont été emprisonnés ou déportés loin de la ville.

Des milliards ont été investis pour la construction des infrastructures et des stades, mais presque rien pour améliorer le sort des pauvres dans cette ville réputée pour être au premier rang des cas de tuberculose aux USA et au deuxième rang pour sa pauvreté. Et cela se passe dans le pays le plus riche du monde!

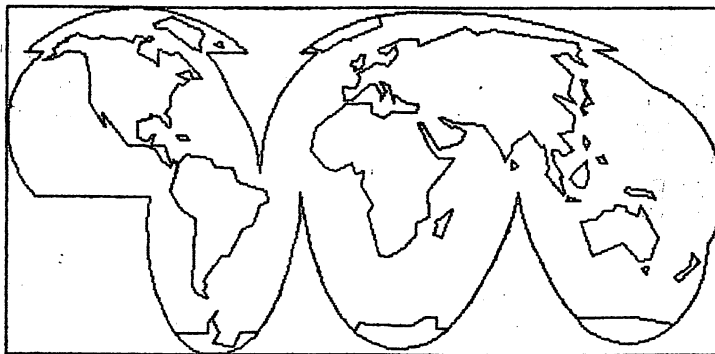
Pour les grands sponsors comme Coca-Cola, IBM et autres fabricants de chaussures, ce genre de rencontres retransmises dans tous les pays est une aubaine pour augmenter leurs ventes et faire le maximum de

profit.

Alors, certes il va y avoir du spectacle (que pas même la bombe qui a explosé dans un parc et qui a fait deux morts et une centaine de blessés n'arrêtera pas), des médailles et des records du monde battus, mais ce ne sera certainement pas une fête de l'amitié et de la fraternité entre les peuples.

L'humanité ne s'offrira des jeux vraiment fraternels que quand elle se sera débarrassée des frontières nationales, des questions raciales ou ethniques et surtout, de la loi de l'argent, au profit des valeurs humaines de solidarité et du partage entre tous les hommes de la planète.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les majorités capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.